

**AVEC L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL SOCIAL ET LE
RALENTISSEMENT GÉNÉRAL DU TAUX D'ACCUMULATION DE CAPITAL, L'ÉCOLE
DEVIENT, POUR UNE PARTIE GRANDISSANTE DE LA JEUNESSE SCOLARISÉE,
L'ANTICHAMBRE DU CHÔMAGE, L'OUTIL PERMANENT DE LA DÉQUALIFICATION
PROFESSIONNELLE ET UN MOYEN PRIVILÉGIÉ ENTRE LES MAINS DU CAPITAL DE
DÉPRÉCIATION DU TRAVAIL SALARIÉ**

Aujourd'hui, à la surpopulation relative croissante sur le marché de l'emploi salarié, correspond une surpopulation croissante dans l'école. Une plus grande proportion de fils et filles d'ouvriers gravit les échelons supérieurs de l'enseignement, mais cela ne correspond pas forcément à une amélioration de leur condition. Par une expression elliptique qui en dit long, les statisticiens de l'Insee, dans une étude publiée en juillet 1996 intitulée *Des études supérieures inégalement rentables selon les milieux sociaux*, relèvent qu'« il est vrai que les enfants des couches sociales favorisées tirent un meilleur parti que les autres de leur diplôme pour accéder au statut de cadre au début de leur vie professionnelle ». Ils poursuivent : « Les étudiants d'origine modeste courent plus de risques d'échouer en continuant leurs études après le Bac. Ces risques augmentent dans le second cycle de l'enseignement supérieur et les écarts entre catégories s'amplifient encore. » Puis concluent : « Reste que la possession d'un même diplôme ne suffit pas à égaliser les chances d'accès à un statut professionnel donné » (exit le mythe socialiste de l'ascenseur social...). En réalité, l'ouverture des études supérieures aux classes inférieures sert en grande partie à camoufler le chômage et la dépréciation des salariés diplômés sur le marché du travail. La déqualification professionnelle, c'est-à-dire la réduction du travail complexe au travail simplifié, est la base concrète de la dépréciation de la marchandise force de travail. La mécanisation du travail manuel n'est pas vraiment une nouveauté du MPC, tandis que la mécanisation généralisée du travail autrefois intellectuel - liée en grande partie à l'intrusion de la micro-informatique diffuse dans les bureaux (années 80 et 90) - porte en elle la possibilité et la réalité d'un immense bond

supplémentaire dans la perte de qualification professionnelle du travail salarié. L'ampleur et la progression extrêmement rapide de la diffusion des produits à base de technologies dites de l'information dans les procès de travail, sont bien illustrés par le tableau suivant, élaboré en 1996 par la société américaine Datastream et actualisé sur la base d'estimations récentes de DRI McGraw Hill :

Part des technologies de l'information dans l'investissement en équipement des entreprises US

	197	198	198	199	199	199	199
	0	0	5	0	5	6	9
%	6,5	13	26.5	30.5	36.5	40	50

Il faut noter que ces données ne prennent pas en ligne de compte les achats de logiciels nécessaires pour exploiter les composants et les machines électroniques ; ainsi, on peut aisément estimer qu'en 1999 entre 60 % et 70 % de l'investissement en capital fixe des entreprises américaines a été effectué en matériels et logiciels d'informatique et de télécommunications. Un autre exemple de la prépondérance dans les pays centraux du MPC et de l'extraordinaire diffusion à tous les secteurs de la production capitaliste des marchandises à fort contenu électronique est fourni par certains analystes de Wall Street qui pensent que, en l'an 2000, General Motors vendra, tous produits confondus, davantage de " technologies d'information " qu'IBM ¹. Pour sa part, l'école de

¹ En 1995, General Motors se situait à la treizième place du classement mondial des firmes électroniques établi par la Société pour la diffusion des technologies de pointe (SDTP) ; toujours en 1995, le chiffre d'affaires

masse a préparé le terrain social de cette dépréciation drastique du travail intellectuel exécutif. Avant même que les machines ne dépècent et parcellisent le travail intellectuel, la création d'une surabondance de travailleurs intellectuels par l'ouverture aux classes inférieures de l'école, avait déjà permis de comprimer, puis réduire, par l'effet "naturel" du "jeu" de l'offre et de la demande, le prix de marché de cette force de travail.

“La généralisation de l'instruction publique permet de recruter ces salariés [travailleurs commerciaux, employés] dans des classes sociales qui s'en trouvaient autrefois exclues et étaient habituées à un mode de vie inférieur. L'afflux augmente, en même temps que la concurrence. Par conséquent, à quelques exceptions près, la force de travail de ce personnel se déprécie avec le progrès de la production capitaliste ; son salaire diminue alors que son rendement augmente.”

Karl Marx *Le Capital III* in Œuvres : Economie II, p. 1071. La Pléiade, Gallimard.

L'allongement des études pour toutes les filières professionnelles et pour tous les métiers du salariat est un fait incontestable du capitalisme mûr², mais

électronique de General Motors correspondait à 16,11 % de son chiffre d'affaires total et à moins de la moitié du chiffre d'affaires électronique d'IBM pour la même année. Il est intéressant de remarquer que, à ce jour, la part des composantes électroniques, en augmentation constante et précipitée, contribue à hauteur de 30 % en moyenne de la valeur totale d'une automobile, pourcentage qui aurait déjà doublé en seulement cinq ans.

² *“L'âge médian de fin d'études des jeunes nés en 1963 était compris entre 18 et 19 ans, il atteint 21 ans pour ceux nés en 1971, soit une progression de deux ans et demi. La génération née en 1968 semble avoir initié une nouvelle prolongation de la scolarisation qui se fait surtout sentir entre 19 et 21 ans. Le pourcentage de jeunes scolarisés à 20 ans a plus que doublé entre 1983 et 1992.”*

O.Galland *Une entrée de plus en plus tardive dans la vie adulte* in Economie et statistique p.35 INSEE idem *“Avec une perspective d'études supérieures de 5 années après le Bac, le cursus normal pour les nouvelles générations conduira à rester 20 ans à l'école. Si l'on y ajoute l'allongement du temps d'accès à l'emploi stable, on peut admettre que la majorité des jeunes n'entrera véritablement dans la vie active que passé l'âge de 25 ans.”*

Bruno Maresca *L'école de la compétition : l'augmentation des passages dans le supérieur accroit*

cela se fait dans les conditions générales de l'incorporation du savoir social aux systèmes de machines automatiques.

“Tout travail intellectuel doit être enlevé à l'atelier pour être concentré dans les bureaux de planification et d'organisation.”

Frederick W. Taylor

Ce phénomène crée, entretient et amplifie à la fois le hiatus entre formation et emploi, et une confusion considérable, sur la notion de qualification. D'une part, l'école déverse une population salariée potentielle qui passe davantage de temps à se former que la génération qui la précède. En cinquante ans, la durée moyenne des études en France a doublé. Ceux qui sont en situation d'"échec scolaire" sont aujourd'hui éloignés d'emblée du marché du travail car l'inlassable modification, la complexité, la diversification croissante et la complication des différents procédés de production réclament une force de travail "sans qualités" particulières mais davantage ductile et apte à absorber les indications techniques nécessaires à l'exécution des opérations productives. La notion actuelle d'"échec scolaire" ne peut être comprise qu'en relation à cette donne.

“Au milieu des années '70, 225 000 enfants, soit le quart d'une génération, quittaient l'école sans formation. C'était beaucoup moins grave qu'aujourd'hui et personne ne parlait d'échec scolaire : ils trouvaient quand même un emploi et s'inséraient dans la société. Actuellement, ce sont 65 000 jeunes qui sortent du système éducatif sans formation, trois fois moins qu'il y a vingt ans. Mais ces exclus scolaires seront presque à coup sûr des exclus économiques et sociaux.”

Claude Thélot (directeur de la DEP) in *Le Monde* du 03.05.96.

D'autre part, le niveau d'études toujours plus élevé globalement atteint par la jeunesse scolarisée ouvre de moins en moins la voie à des emplois dont le statut et le contenu du travail sont conformes au titre d'études acquis. Pour les jeunes issus de tous les milieux sociaux, nés dans la période 1957-1963 et ayant atteint un niveau Bac+2, les chances de devenir cadre ont baissé de

la compétition scolaire et recule le moment de la professionnalisation in Crédoc Consommation et modes de vie n° 110 septembre 1996

22 % à 19 % d'une génération à l'autre. La qualification scolaire croissante ne peut traverser le mur de la déqualification croissante du travail. Cette contradiction du MPC n'est pas passagère et est vouée à s'approfondir exponentiellement. Pour les communistes, et en cela nous sommes désormais rejoints par les sociologues du capital, "c'est au sein des entreprises que se détermine la qualification des emplois... La qualification de l'emploi correspond aux qualités requises par le poste de travail." (*L'emploi non qualifié*, dossiers thématiques de l'INSEE, Liaisons Sociales et la DARES.).

"Il n'y a pas de correspondance stricte entre le niveau de formation ou de diplôme et la qualification professionnelle ouvrière : certes, le niveau de formation moyen des ouvriers qualifiés est plus élevé, mais des notables exceptions existent."

L'emploi non qualifié, dossiers thématiques de l'INSEE, Liaisons Sociales et la DARES, p. 32.

Derrière ce pudique euphémisme, se cache l'aveu qu'entre niveau de formation et qualification professionnelle il n'y a pas de rapport causal, ni de correspondance "stricte" du second au premier. En France, pour les emplois non qualifiés, la part de non-diplômés a baissé de 81 % entre 1946 et 1955 à 46 % entre 1983 et 1992. Sur les mêmes périodes de référence, pour les employés qualifiés, la part des diplômés de niveau Bac ou plus est passée de 10 % à 40 %, et pour les postes de cadres et professions intermédiaires, la part de diplômés du supérieur a doublé. Pour une analyse plus proche de nous, il faut se rapporter aux considérations contenues dans *L'évolution récente de la scolarité et de l'insertion professionnelle des jeunes* (Dares ; 12/1998) :

"En mars 1998, sept diplômés de niveau 'bac+5' sur dix, qui occupent un emploi, exercent une profession supérieure (cadres, professions libérales) voire sont chefs d'entreprise, contre un diplômé des licences et maîtrises sur quatre. Toujours, sur dix jeunes possédant un emploi, plus de quatre titulaires des DEUG ou des BTS/DUT occupent un poste de responsabilité intermédiaire, tandis que sept bacheliers et neuf titulaires des CAP/BEP sont ouvriers ou employés. Depuis

1991, et en raisonnant à diplôme égal, la qualification des emplois a glissé vers le bas. En 1991, les seules professions supérieures représentaient 85 % des emplois des diplômés, tant des grandes écoles que du troisième cycle universitaire, et un emploi de diplômé du second cycle universitaire sur trois. Toujours en 1991, quatre diplômés du DEUG sur cinq en emploi, occupaient un poste intermédiaire ou supérieur, contre deux titulaires de DUT et BTS sur trois, un bachelier des séries générales sur trois, et un bachelier technologique sur quatre. ... L'extension des postes non-qualifiés d'employés ou d'ouvriers touche aussi massivement les jeunes diplômés de l'enseignement secondaire : + 12 points pour les diplômés des CAP/BEP (sur 100 emplois) au cours de la décennie ; + 15 points pour les bacheliers des séries générales et + 25 points pour les bacheliers technologiques ».

Ce phénomène s'aggrave encore durant les phases déprimées du cycle économique, où l'écart se creuse entre offre et demande sur le marché du travail. Alors même que le pourcentage d'emplois considérés comme non-qualifiés diminue (en France 19.4 % des actifs en 1995, contre 22.8 % en 1983), on assiste à l'accroissement des diplômés parmi les jeunes ouvriers non-qualifiés embauchés. Dans ces périodes, seulement « un niveau élevé de diplôme atténue très nettement la sensibilité au cycle », confirme l'étude de décembre 1999 *Emploi des jeunes et conjoncture* réalisée par l'Institut des recherches économiques et sociales (IRES). A contrario, les phases d'expansion soutenue de l'accumulation de capital favorisent l'accès des travailleurs faiblement scolarisés à des emplois plus qualifiés. Aux Etats-Unis, en conséquence de la longue période de croissance économique accélérée qui a commencé après la crise de 1991, les employeurs – pour faire face à la pénurie relative de main-d'œuvre - ont été obligés d'embaucher davantage de travailleurs sans ou avec peu de formation scolaire, quitte à devoir réorganiser le travail en fonction de cette nouvelle donne du marché du travail. Le taux de chômage de ces derniers a chuté à 6 % en avril 2000, contre 11 % en avril 1997...

(Variation en pourcentage)

PAYS	TOTAL	QUALIFIE	NON-QUALIFIE
Allemagne	-0,8	-0,5	-1,1
Australie	-0,7	-0,1	-1,3
Canada	0,3	0,3	0,3
Danemark	-0,8	-0,3	-1,3
Etats-Unis	-0,1	0,0	-0,3
Finlande	-1,3	-0,3	-2,1
France	-1,2	-0,4	-1,8
Italie	-0,7	-0,4	-0,9
Japon	0,2	0,9	-0,2
Norvège	-1,5	-0,8	-2,1
Pays-Bas	-1,5	-1,1	-2,1
Royaume-Uni	-2,3	-1,7	-2,9
Suède	-1,5	-0,8	-2,4
OCDE-19	-0,3	0,1	-0,7

Source : OCDE

“ Dans des temps de surplus de travail par rapport à la demande du marché, les employeurs tendent à choisir des personnes avec des niveaux de qualification plus hauts. La distribution inégale du chômage par niveau d’instruction peut aussi résulter de la plus grande flexibilité des personnes qui ont une qualification d’études tertiaires. Un facteur important derrière ces différences réside dans le fait que le nombre d’emplois pour des gens à bas niveau d’instruction, tend à décroître dans les pays de l’OCDE. Davantage d’emplois disponibles requièrent un niveau plus élevé d’instruction que dans les années ’80. ”

Birgitte Bovin *Formation, emploi et chômage*
Formation et emploi OCDE, 1995.

Dans l’industrie, en 1982, on comptait 58 % d’ouvriers dépourvus de qualification professionnelle, 17 % d’entre eux ayant un diplôme d’études de niveau CAP ou supérieur ; en 1995, la proportion des ouvriers non qualifiés sur le total des ouvriers du secteur est désormais ramenée à 40 % et près de 33 % d’entre eux sont en possession d’un diplôme d’études de niveau CAP ou supérieur ³. Près des deux tiers des

³ Sur la base de la dernière *Enquête sur l’emploi* datée janvier 1999, en France, hors ouvriers agricoles, 72 % des ouvriers du secteur privé ont des statuts d’ouvriers qualifiés et 28 % ont des statuts d’ouvriers non-qualifiés. 36 % des ouvriers non-qualifiés sont titulaires d’un niveau de diplôme égal ou supérieur au CAP/BEP. Parmi les ouvriers qualifiés, ce pourcentage monte à près de 58 %. Ce taux grimpe encore à environ 60 % chez les employés du secteur privé.

premiers emplois d’ouvriers et d’employés se font sur des postes qualifiés entre 1983 et 1992, contre moins de la moitié entre 1946 et 1955. A l’inverse, entre 1946 et 1955, près de 6 premiers emplois sur 10 étaient pourvus par des non-diplômés ; aussi, entre 1983 et 1992, les premiers emplois occupés par des non-qualifiés n’étaient plus que 3 sur 10. D’après une enquête datée de février 1995 de la DEP du ministère français de l’Education nationale et intitulée *Après le baccalauréat, quelles études, quels emplois ?*, on établit que, cinq ans après la fin de leurs études, 66 % des titulaires d’un Bac professionnel occupent des emplois d’ouvrier ou d’employé, 50 % de ceux qui ont obtenu un Bac technologique sont dans la même situation, 45 % de ceux qui se prévalent d’un Bac général, 40 % des jeunes ayant un BTS ou DUT tertiaire, 16 % des titulaires d’un DEUG ou encore 12 % des diplômés de niveau BTS ou DUT industriel et même 8 % pour les anciens étudiants ayant atteint une licence, une maîtrise ou un doctorat ⁴.

⁴ A l’allongement des études, même universitaires, ne correspond que de moins en moins d’emplois, et encore moins, en proportion, d’emplois à la hauteur du niveau de formation scolaire acquis. A l’université, la surpopulation réside notamment dans les facultés qui justement n’offrent aucun débouché sur le marché de l’emploi (en France, 515.000 étudiants en sciences humaines, plus du quart du total des étudiants dans l’enseignement supérieur). Quant aux autres, il s’agit de la formation de spécialistes, dont l’avenir professionnel est davantage déterminé par la richesse et la profession exercée par les parents (avocats, notaires, médecins ...).

“ Sur l'ensemble des passages par un emploi d'ouvrier, 90% des jeunes ont accédé à un emploi à durée indéterminée, mais seulement 50 % d'entre eux ont accédé à la qualification ... Une fraction toujours plus grande d'individus disposant d'une formation de niveau V (CAP-BAC) se trouve déclassée. De moins en moins de jeunes sortant du système éducatif au niveau V s'insèrent comme ouvriers qualifiés. A contrario, la proportion des embauches d'ouvriers non qualifiés à l'issue d'une formation de ce niveau ne cesse de croître et atteint actuellement plus de 60 % chez les hommes. Le diplôme lui-même n'est donc plus une protection absolue contre le déclassement. Cette tendance, si elle se développe dans les années '80, n'est cependant pas nouvelle. Les observations faites pour les années 60 et 70 à partir des recensements de la population vont dans le même sens. La part des ouvriers de moins de vingt-cinq ans disposant d'un CAP, occupés sur des emplois non qualifiés, était de 30 % en 1962 et de 41 % en 1975. ”

L'emploi non qualifié, dossiers thématiques de l'INSEE, Liaisons Sociales et la DARES, pp. 96 et 93-94.

Aussi, aujourd'hui, pour les jeunes en possession d'un diplôme de niveau V, le passage successif de la catégorie d'ouvrier non qualifié à celles d'ouvrier qualifié ou de technicien, ne se fait que dans 40 % des cas, ce mouvement d'“ ascension ” professionnelle pour les titulaires d'un CAP ou d'un BAC, s'est quelque peu ralenti par rapport à la période 1975-1980, où cette dernière proportion était proche de 50 %.

“ Enfin, les jeunes ayant accédé à la qualification après un emploi d'ouvrier non qualifié ne rattrapent pas au bout de cinq années d'observation ceux qui se sont insérés directement sur un emploi d'ouvrier qualifié. Ils conservent leur retard, y compris pour le passage aux catégories de techniciens ou d'agents de maîtrise. En effet, près de 9% de ceux qui se sont insérés directement sur un emploi d'ouvrier qualifié ont quitté cette catégorie pour rejoindre celle de niveau supérieur, alors que c'est le cas seulement pour 2% de ceux qui sont d'abord passés par un emploi d'ouvrier non qualifié. ”

L'emploi non qualifié, dossiers thématiques de l'INSEE, Liaisons Sociales et la DARES, p. 97.

Ce dernier phénomène, lui aussi de longue haleine, de ralentissement de la promotion sociale se conjugue avec la progression du temps de formation scolaire, et il est également complémentaire à la dépréciation du salaire des ouvriers qualifiés relativement à ceux qui n'ont pas de qualification professionnelle.

“ Presque la moitié des chômeurs allemands a le niveau d'apprenti ; le problème consiste dans le fait qu'une fois qu'il faut les payer avec des salaires d'adultes, beaucoup d'entre eux sont trop chers pour être embauchés. Dans ce sens, l'un des plus grands avantages du 'système d'enseignement dual' n'est pas de fournir une qualification : il fournit simplement du travail bon marché – mais seulement pour une brève période. ”

The Economist *What works ?* 06.04.96.

Si, par exemple, l'on compare l'indice de salaire moyen, calculé en base 100 sur l'ensemble des salariés travaillant à temps complet hors apprentis et stagiaires, des ouvriers qualifiés de l'industrie en 1982 et en 1995 avec celui des ouvriers non qualifiés du même secteur et pour les mêmes années de référence, on constate que l'écart entre les deux indices s'est terriblement resserré ; en 82, le salaire des ouvriers non qualifiés de l'industrie était, en moyenne et pour les deux sexes, de 20 % inférieur à celui des ouvriers qualifiés, en 95, il était inférieur d'à peine 5 %.

“ II. Une autre proposition très chère aux bourgeois est l'éducation, particulièrement l'instruction industrielle générale. Nous n'insisterons pas sur l'inepte contradiction qui vient de ce qu'on oublie que l'industrie moderne remplace de plus en plus le travail complexe par le travail simple, lequel n'exige aucune formation. Nous n'insisterons pas davantage sur le fait que, toujours plus nombreux, des enfants de sept ans sont jetés derrière la machine pour en faire une source de gain non seulement pour la classe bourgeoise, mais aussi pour leurs propres parents prolétaires. Le système de la fabrique rend vaines les lois scolaires – voir la Prusse. Nous ne signalerons pas non plus que la formation intellectuelle, si l'ouvrier la possédait, serait sans aucun effet sur son salaire ; que l'instruction dépend, en règle générale, des conditions de vie et que, sous prétexte d'éducation morale, la bourgeoisie entend inculquer aux élèves des

principes bourgeois, et qu'enfin la classe bourgeoise n'a pas les moyens d'offrir au peuple une véritable éducation : les aurait-elle qu'elle refuserait de les mettre en œuvre. Nous nous bornons à souligner un point de vue purement économique. Pour les économistes philanthropes, l'éducation signifie réellement une seule chose : faire que chaque ouvrier apprenne à exercer le plus d'activités possible, afin que, si l'emploi de nouvelles machines ou une division du travail nouvelle le chassent d'une branche, il puisse se reclasser sans mal dans une autre. En supposant que ce soit possible, il reste que, au cas où il y aurait excédent de bras dans une branche, cet excédent se produirait aussitôt dans toutes les autres branches de la production ; plus encore qu'auparavant, l'abaissement du salaire dans une branche entraînerait immédiatement un abaissement général du salaire. N'importe comment, par le seul fait que l'industrie moderne simplifie partout le travail et le rend facile à apprendre, la hausse du salaire dans un secteur industriel provoquera aussitôt l'afflux des ouvriers vers ce secteur, si bien qu'à plus ou moins longue échéance l'abaissement du salaire prendra un caractère universel. ”

Karl Marx *Salaire* in Œuvres, Economie II, pp. 158-159. La Pléiade, Gallimard.

“ Les syndicats aiment les programmes de formation parce qu'ils peuvent les utiliser pour augmenter les salaires... [mais] Dans une recherche, les économistes ont comparé des groupes de gens au chômage qui rentrent dans les schémas de formation du gouvernement avec des groupes semblables qui ne rentrent pas dans ces programmes de formation gouvernementaux. Dans presque tous les cas, ces études ont découvert que les programmes de formation ont raté l'objectif d'améliorer les gains salariaux de leurs clients... Convertir des chômeurs de longue durée en chômeurs de courte durée sert à des objectifs politiques – montrer que l'on fait quelque chose pour les chômeurs de longue durée. Et, en maintenant quelques contacts entre le chômeur et le monde du travail, il sert aussi un objectif économique, quoique d'une portée limitée déroutante... On pourrait espérer que les programmes de formation de masse consacrés aux non-instruits, aux non-qualifiés et aux sans-emploi

font clairement la différence – mais, comme le montre l'évidence, ce n'est pas le cas. ”

The Economist, *What works ?* 06.04.96.

De plus en plus de temps passé sur les bancs de l'école, des boulots de plus en plus déqualifiés et des salaires de moins en moins élevés pour la jeunesse scolarisée qui accède à l'emploi : voilà la dure réalité qui se dessine derrière les mythes “ égalitaires ” fondateurs de l'enseignement “ pour tous ”, voilà ainsi décrite la tendance lourde du rapport formation scolaire/marché du travail salarié. Au travers de l'école, et de la famille monocellulaire moderne – en mesure décroissante à cause de son éclatement progressif ⁵ –, il s'agit pour le capital avant tout de reproduire socialement les nouvelles générations de prolétaires occupés ou pas (socialisation).

⁵ La dépendance vis-à-vis des parents augmente elle aussi en parallèle de l'augmentation de la scolarité et de la période dite de transition au premier emploi. La famille, pourtant de plus en plus éclatée (multiplication des foyers mono-parentaux) et appauvrie, paie encore plus qu'auparavant, et... deux fois : une fois pour accroître sans relâche la formation professionnelle des enfants et une deuxième fois pour compenser les difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour trouver du boulot après la fin du cursus scolaire.

“ Dans la société des producteurs privés, ce sont les personnes privées ou leurs familles qui supportent les frais de la formation de l'ouvrier qualifié ; c'est aux personnes privées que revient donc d'abord le prix plus élevé de la force de travail qualifiée : l'esclave habile se vend plus cher, le salarié habile se rétribue plus cher. ”

Frédéric Engels *Anti-Dühring* p. 129 E.S.

Les jeunes sans emploi et sans perspective restent, davantage qu'auparavant, chez leurs parents. La situation actuelle du marché de l'emploi aggrave encore un peu plus la situation de la famille.

“ Le pourcentage de jeunes de 20 ans vivant chez leurs parents a augmenté de près d'un quart en moins de dix ans. Dans la génération née en 1970, l'âge médian de départ de chez leurs parents sera supérieur à 22 ans et probablement proche de 23 ans. ”

O.Galland *Une entrée de plus en plus tardive dans la vie adulte* in Economie et statistique idem

La postposition de leur émancipation des parents, le recul de la date d'entrée effective dans la “ vie active ” des jeunes, le retard croissant du commencement d'une sexualité adulte, l'allongement de l'âge moyen des parents qui ont un premier enfant, le manque de logement, de fric, etc. sont générateurs de crises personnelles aiguës à multiples facettes dont l'augmentation croissante des suicides et de l'utilisation de drogues ne sont que les manifestations les plus visibles.

“ La culture n’est pour l’immense majorité qu’un dressage qui en fait des machines. ”

Marx-Engels *Manifeste du Parti Communiste.*

Il s’agit de reproduire à une échelle toujours plus grande la marchandise force de travail, disciplinée et adéquate aux impératifs en bouleversement continu de la sphère productive aussi bien au niveau de son organisation que de ses différents procès techniques. En France, d’après les Enquêtes emploi de l’INSEE, les jeunes ouvriers occupés en 1982 ayant le niveau d’instruction CAP (certificat d’aptitude professionnelle) ou plus étaient, tous secteurs économiques confondus, 29 % du total. En 1995, ils étaient 46,8 %. Un bond d’un gros tiers en treize ans. La composition technique de la classe ouvrière doit inlassablement s’élever à la hauteur de la composition technique sans cesse changeante du capital.

“ Sur un marché du travail en pleine mutation, il arrive que les formations préparant à des emplois bien précis soient rapidement dépassées : les connaissances et les techniques évoluent rapidement... L’école jette les bases d’un apprentissage permanent qui dure toute une vie. ”

Abbar Hasan et Alan Wagner *L’école de demain* in L’observateur de l’OCDE, n°199, avril 1996.

La polyvalence et l’interchangeabilité de la force de travail qui en découlent, sont une nécessité absolue d’un mode de production qui ne connaît d’autres limites que celles de la recherche de la valorisation maximale du capital. Les procès de travail sont en état de révolution permanente ; aussi, ils commandent au salarié de s’y adapter en permanence. La “ formation permanente ” devient l’un des nouveaux grands mythes du capitalisme mûr. Nous avons là une sorte d’aveu implicite de l’inadéquation structurelle du marché du travail et de son antichambre, l’école, à la technologie capitaliste appliquée à la production de marchandises. Entre la nécessité d’une polyvalence et d’une interchangeabilité croissantes de la force de travail et la division toujours plus grande du travail dans les conditions du capitalisme mûr, s’accroît la contradiction permanente entre école, enseignement et production.

“ Intel, par exemple, un constructeur américain de semi-conducteurs, a un programme plus ou moins continu de formation permanente, qui rend la

firme capable de s’adapter au caractère volatil de l’activité de production de semi-conducteurs. Des programmes publics de formation de masse conduits par des enseignants ne peuvent pas rencontrer ces nécessités. C’est la raison pour laquelle les employeurs préfèrent embaucher des individus non-formés et les former selon les exigences de la société, plutôt que de recruter des gens formés dans les programmes publics de formation. ”

The Economist, *What works ?* 06.04.96.

La nature même de la préparation de la future force de travail, la “ qualité ” de l’enseignement imparti, le rapport de l’école au “ monde de l’entreprise ” et au marché du travail ne cessent de créer des problèmes à l’Etat et au personnel de direction de l’“ Education nationale ”. Des débats sans fin se succèdent.

“ L’Ecole et l’entreprise doivent clairement définir leurs vocations : la première doit cesser de s’essouffler à courir derrière les demandes des entreprises, multipliant à l’infini les filières de brevet d’enseignement professionnel, de baccalauréats professionnels, ou de brevets de techniciens supérieurs, prétendant ‘coller’ à des spécialités aussi vite périmées qu’elles sont mises en place. ”

Rapport de la commission présidée par **Roger Faurox**. *Pour l’école*, p. 25, Calmann-Lévy.

Derrière l’écran de fumée idéologique qui les entoure, le thème récurrent de la “ réforme de l’école ” renvoie sans détour à l’acuité croissante de la contradiction entre la nécessité permanente, dans le MPC, d’une main-d’œuvre davantage disciplinée, mobile et flexible, un marché du travail exécutif mécanisé qui se rétrécit relativement à la force de travail disponible, qui est en rapport direct à l’accroissement de la productivité du travail social et la révolution technique continue du procès de travail qui range l’école systématiquement à la traîne de ce dernier. Ces trois côtés de l’équation impossible de l’école sous la domination du capital, se disloquent encore plus dans les phases de forte restructuration productive et/ou de crise ou de marasme économique.

“ [Les employeurs allemands se plaignent que le système scolaire de leur pays] produise beaucoup d’ouvriers qualifiés qui conviennent aux activités

super-industrialisées qui ont rendu célèbre l'industrie allemande (automobiles de luxe, machines-outils). Mais il produit relativement peu de travailleurs moins qualifiés mais flexibles, capables de sauter aisément d'une tâche à une autre, ce qui est aujourd'hui requis par les activités qui emploient une machinerie contrôlée par ordinateur. Pire encore, [le système scolaire actuel] produit encore moins de travailleurs à basse qualification (et donc bon marché) dont ont besoin les entreprises allemandes pour diminuer les coûts du travail. ”

The Economist *What works ?* 06.04.96.

Les “ nouvelles technologies ” appellent une main-d'œuvre toujours plus “ qualifiée ” dans le sens d'une accélération de sa capacité d'adaptation aux nouveaux procédés de production.

“ Si la nature même de la grande industrie nécessite le changement dans le travail, la fluidité des fonctions, la mobilité universelle du travailleur, elle reproduit d'autre part, sous sa forme capitaliste, l'ancienne division du travail

avec ses particularités ossifiées. ”

Karl Marx *Le Capital I* in Œuvres : Economie I, p. 991. La Pléiade, Gallimard.

L'école et l'enseignement occupent, sous la direction directe et/ou indirecte de l'Etat, la sphère de reproduction de la nouvelle force de travail ; ils sont strictement déterminés par les besoins fixés par le marché de la force de travail, lui-même calé sur les besoins de la production à un stade déterminé de la complexité technique du capital et du travail social.

“ Pour ... faire une force de travail dans un sens spécial, il faut une certaine éducation qui coûte elle-même une somme plus ou moins grande d'équivalent en marchandises. Cette somme varie selon le caractère plus ou moins complexe du travail. ”

Karl Marx *Le Capital*.

“ En 1990, pratiquement un Français sur deux (51,4%) âgé de quinze ans ou plus, possédait un diplôme. Parmi les autres, certains n'avaient qu'un simple certificat d'études. Ils étaient 39,8% en 1982. ”

La France de plus en plus diplômée in *Les Echos*.

“ Actifs ” selon le diplôme															
Année	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	janv-99
Diplôme supérieur	5.7%	6.2%	6.3%	6.3%	6.5%	6.7%	7.3%	7.3%	7.3%	7.8%	8.2%	8.8%	9.1%	9.5%	11.1%
Bac + 2 ans	5.7%	6.0%	6.4%	6.5%	6.8%	7.0%	7.2%	7.3%	7.5%	8.0%	8.5%	9.4%	9.7%	10.2%	11.6%
Bac, brevet professionnel ou autre diplôme de ce niveau	9.4%	9.7%	9.9%	10.0%	10.3%	10.6%	10.8%	10.8%	9.9%	10.7%	11.2%	11.1%	11.5%	11.7%	13.4%
CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau	23.9%	24.1%	24.4%	25.1%	25.9%	26.8%	27.1%	27.5%	28.3%	29.0%	29.3%	29.6%	29.7%	29.6%	29.1%
BEPC seul	7.0%	7.1%	7.3%	7.3%	7.5%	7.3%	7.5%	7.7%	8.2%	7.6%	7.3%	7.5%	7.7%	7.7%	7.1%
Aucun diplôme**, diplôme non déclaré ou CEP	48.3%	47.0%	45.7%	44.8%	43.0%	41.6%	40.2%	39.4%	38.8%	36.9%	35.4%	33.5%	32.3%	31.3%	25.2%
TOTAL	23185699	23219229	23593925	23748010	23981192	23972302	23939805	24062340	24576243	24604961	24825706	24978352	25136598	25278769	25982753

*Personnes sans emploi et à la recherche d'un emploi. ** Y compris les personnes qui effectuent encore des études initiales.

D'après notre étude, en seulement dix-sept ans, le pourcentage de travailleurs dépourvus de toute formation scolaire est passé de la moitié de la population dite active à près du quart. Aussi, on peut noter que le pourcentage d'"actifs" ayant effectué "avec profit" des études universitaires, toutes tranches d'âge confondues, a progressé sur la même période de 11,4 % du total à 22,7 %. Les "petites" formations professionnelles se sont aussi développées assez fortement : entre le niveau BEPC et le niveau CAP, BEP ou autre diplôme équivalent, on a 36,2 % des actifs en 99 ; ils étaient 30,9 % en '82. Plus le capital se développe dans sa période historique de soumission réelle du travail social ⁶, plus son développement technologique induit la déqualification de la force de travail ouvrière et la simplification du travail (l'ouvrier artisan de la phase de soumission formelle correspondait par sa haute qualification à un faible développement technologique de la machine). Le machinisme et la grande industrie, par l'incorporation généralisée de la science aux procès concrets de production (technologie), nécessitent une main-d'œuvre déqualifiée, interchangeable et réduite au simple prolongement de la machine. Ce processus matérialise la dévalorisation de la force de travail, caractéristique lourde de la phase de soumission réelle. Les prolétaires qui ne parviennent pas à acquérir ce "savoir-faire... le boulot" qui leur est "proposé" et que l'école fournit, sont laissés sur le bas côté du marché du travail en nombre croissant (développement de la surpopulation relative).

"On estime qu'un pourcentage relativement élevé de chômage dans les pays de l'OCDE est structurellement conditionné par les problèmes d'adaptation aux nouvelles structures du marché du travail et aux conditions économiques. Ainsi, l'objectif est de rendre le système d'instruction et le marché du travail plus flexibles, et pas d'obtenir en priorité des niveaux d'instruction plus élevés."

Birgitte Bovin *Formation, emploi et chômage*, Formation et emploi OCDE, 1995.

⁶ Sur ces notions : Cf. Les modalités de l'exploitation capitaliste in M.C. N°0,1,2 et 5.

Si l'on prend le cas français, on peut relever que les études permettent de moins en moins de trouver des boulots "à la hauteur" des diplômes acquis sur les bancs de l'école, et de plus en plus souvent des emplois tout court. Chaque année, 50 000 à 70 000 jeunes sortent du système scolaire sans qualification (57 000, selon le dernier comptage de la DEP du Ministère de l'Education nationale datant d'août 1999) et, selon des estimations fiables, 200 000 à 400 000 sont aujourd'hui "en voie d'exclusion". Cependant, il n'en demeure pas moins vrai que, sans diplômes, il est encore plus difficile d'accéder au marché du travail.

"Parmi les gens avec un niveau bas d'instruction en particulier, la proportion de chômeurs de longue durée est plus grande que parmi les gens qui ont atteint un niveau d'instruction élevé."

Birgitte Bovin *Formation, emploi et chômage* Formation et emploi OCDE 1995

"Les chocs économiques ont eu un effet d'accélérateur sur les mouvements de recomposition de la main-d'œuvre. Et à chaque fois les emplois non qualifiés ont été les premiers touchés. Dans l'industrie, l'avancée technologique s'est accompagnée de suppressions d'emplois non qualifiés."

L'emploi non qualifié, INSEE, DARES, Liaisons Sociales, 1996.

D'après une étude de la Direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'Education nationale, publiée en février 1996, il s'avère que les taux de chômage les plus élevés s'enregistrent parmi les jeunes qui n'ont atteint que le simple niveau d'études secondaires (Bac) ⁷ :

"D'une façon générale, avoir fait des études supérieures (après le Bac) 'protège' du chômage : non seulement les titulaires d'un diplôme de grandes écoles mais aussi les licenciés (quatre ans

⁷ D'après une étude de la DEP du ministère de l'Education nationale publiée en juin 1998, « En février 1997 –sept mois après avoir quitté le système éducatif – un peu moins d'un jeune sur deux occupe un emploi [aidé ou pas, en CDI ou en CDD, à temps partiel ou à temps complet, etc.] ..., un jeune sur trois est au chômage, un sur sept est au service national ».

d'études après le Bac) et les docteurs sont pratiquement épargnés du chômage après cinq ans de la fin de leurs études puisque 7 % seulement (soit un sur quatorze) sont à la recherche d'un emploi et 6 % sont sans activité professionnelle. Même si l'on a que le DEUG (deux ans d'université après le Bac) le risque de chômage est faible (9 % sont au chômage et 8 % sont sans activité professionnelle). ”

Mais de quels types de boulots s'agit-il ? L'analyse de l'emploi des jeunes, tous niveaux d'instruction confondus, est illustrative de la tendance générale : il se caractérise avant tout par des statuts de plus en plus précaires. D'après une étude du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ), réalisée à la fin de l'année scolaire 1988-1989 et pendant les six années suivantes auprès de 2 500 jeunes sortis de l'école avec des diplômes obtenus dans l'enseignement secondaire ou dans des centres de formation pour apprentis, seulement 3 % des jeunes trouvent un travail stable à la sortie de l'école tandis que, pendant les six années suivantes, les autres naviguent entre petits boulots, “ dispositifs d'insertion ” (“ un peu plus d'un jeune sur deux passe au moins une fois par un des dispositifs d'insertion et un tiers le fait dans le premier semestre suivant la sortie de l'école ”), et de “ multiples périodes de chômage ”. Toujours selon cette étude, les “ dispositifs d'insertion ” ne parviennent qu' “ à différer le chômage pour un grand nombre de jeunes qui finalement se retirent du marché du travail, alors que pour les autres les changements de situation vont se succéder ”.

Ces constats n'ont pas perdu de leur pertinence et sont partagés par Marc-Antoine Estrade et Christine Thiesset de la Division Emploi de l'Insee. Dans une étude publiée en juillet 1998 et intitulée *Des débuts de carrière moins assurés*, ils écrivaient :

« Sept ans après leur entrée sur le marché du travail, les jeunes sortis du système éducatif à la fin des années quatre-vingts occupent des emplois globalement plus qualifiés que ceux sortis dix ans auparavant. Mais cette évolution est moins favorable que ne le laissait présager la hausse de leur niveau de formation. Ces premières années de carrière sont marquées par une plus grande instabilité des trajectoires professionnelles : passage plus fréquent par le chômage,

développement des emplois à durée limitée, allongement de la durée d'accès à l'emploi ».

La vitesse de changement des procès techniques de production s'accroissant à vive allure, elle rend de moins en moins possible de mener une vie professionnelle qu'autrefois on qualifiait de “ normale ”. Au siècle dernier et, pour des nombreuses couches de salariés, jusqu'à la fin des années soixante-dix, la vie de travail pouvait se faire entièrement chez le même employeur (parfois même on se passait le poste de travail de génération en génération); en revanche, aujourd'hui, il n'est plus concevable d'imaginer l'arc complet de la vie active d'un travailleur salarié sans des périodes chômées, sans plusieurs changements du cap professionnel et sans de multiples modifications de statut contractuel, souvent à l'enseigne de la précarisation croissante.

“ Les formes particulières d'emploi concernent surtout les jeunes : parmi les moins de 30 ans qui ont un emploi, la part de ceux qui sont en stage ou en contrat aidé, apprentissage, contrat à durée déterminée ou intérim, est passée de 8 % au début des années 80 à plus de 18 % en 1990. Actuellement, cette proportion croît de nouveau fortement : 19 % des jeunes qui travaillent ont un emploi de ce type contre 4 % de personnes de 30 à 49 ans. ”

O.Galland *Une entrée de plus en plus tardive dans la vie adulte* in *Les trajectoires des jeunes : Transitions professionnelles et familiales*. Economie et Statistiques, p.27. INSEE, n°283-284, 1995.

Et, dans cette précarisation généralisée, la femme est encore plus vulnérable que l'homme :

“ Le début des années quatre-vingt-dix voit le temps partiel s'étendre jusqu'à concerner plus d'une femme sur quatre depuis 1993 ; actuellement, lorsqu'elles travaillent, 27 % des femmes, jeunes ou adultes de moins de 50 ans, sont employées à temps partiel. ”

Economie et statistique, p.29, idem.

Globalement, en France en 1993 :

“ En arrondissant les chiffres on peut dire que sur vingt jeunes âgés de 16 à 25 ans, neuf sont lycéens ou étudiants et un 'inactif' ou militaire du contingent. Sur les dix 'actifs' restants, quatre ont un emploi stable, trois sont intérimaires, et trois

sont chômeurs ou entrés dans un dispositif d'aide à l'emploi des jeunes. (...) Sur plus de 8 millions de jeunes de 16 à 25 ans, il en reste en fait 2 700 000 ayant un véritable emploi. Et encore : seuls 56 % d'entre eux ont un contrat de travail 'normal' : les autres sont en intérim ou en contrat à durée indéterminée. ”

F. Wenz-Dumas *Les jeunes stationnent dans la zone grise du travail* in *Libération* 15/09/1993.

Cette réalité a été souvent dénoncée par *MOUVEMENT COMMUNISTE*. Dans un tract distribué lors du mouvement contre le C.I.P. en avril 94 nous écrivions :

“ En 1983 : 44,3 % des 16-25 ans avaient un véritable emploi ; en 1993 : 29,8 % de la même tranche d'âge, avec en prime le développement croissant d'une proportion d'emplois en intérim et en CDD (13 % au total). ”

Des données plus récentes confirment que, par delà des aléas de la conjoncture économique, la précarisation des emplois “ non aidés ” progresse nettement. On est en présence d'une tendance lourde de la restructuration du marché du travail salarié qui se manifeste d'une façon encore plus puissante et extrême lorsqu'il s'agit de main-d'œuvre “ fragile ” (jeunes, femmes, immigrés,...).

« Depuis 1990, le nombre d'emplois aidés pour les jeunes est en progression constante (+60 % en huit ans). Fin 1998, ils représentaient 39 % des emplois occupés par des jeunes de moins de 26 ans, contre 19 % en 1990 et 34 % en 1995 . Alors qu'environ un emploi salarié sur deux donne lieu à une aide spécifique, près de quatre emplois sur dix occupés par des jeunes sont des emplois aidés... En janvier 1999, 30 % des 15-29 ans qui travaillent ont un emploi temporaire, contre 6 % pour les adultes. 6 % des jeunes ayant un emploi sont apprentis, presque autant intérimaires, et 18 % ont un contrat à durée déterminée (y compris emplois aidés). La progression de ces formes particulières d'emploi a été rapide depuis 1990, particulièrement chez les jeunes. Pour ceux-ci la part des intérimaires dans l'emploi a plus que doublé et celle des CDD a augmenté de 5 points. Si l'on se restreint à l'emploi salarié du privé, les CDD et l'intérim représentent 30 % des emplois des jeunes, contre moins de 10 % pour les plus de 30 ans. Le temps partiel est deux fois plus fréquent pour les jeunes hommes que pour leurs aînés :

10 % contre 5 %. Ce n'est pas le cas chez les femmes, dont une sur trois est au temps partiel, qu'elle soit jeune ou adulte. Le temps partiel s'est développé plus rapidement chez les plus jeunes depuis une vingtaine d'années. Ainsi, en 1980, alors que deux femmes adultes sur dix travaillaient déjà à temps partiel, ce n'était le cas que d'une jeune femme sur dix. Pour les hommes, le temps partiel ne concernait, jusqu'au début des années quatre-vingts, que 2 % à 3 % des emplois, quel que soit l'âge. Le temps partiel est moins souvent choisi par les plus jeunes. Un peu plus de 10 % d'entre eux travaillent à temps partiel mais souhaiteraient travailler davantage (soit plus d'un emploi à temps partiel sur deux), contre 5 % pour les plus de 30 ans (soit moins d'un emploi à temps partiel sur trois). Les emplois à temps partiel non choisis ont représenté une part croissante des emplois de 1990 à 1997, aussi bien pour les jeunes (de 7 % à 12 %) que pour les plus âgés. En revanche, de 1997 à 1999, on constate un léger recul du phénomène. En début de carrière professionnelle, et souvent titulaires d'un emploi particulier (temporaire ou à temps partiel), les jeunes ont des rémunérations très inférieures à celles de leurs aînés. La moitié des jeunes salariés gagnent moins de 6 500 francs par mois, alors que les trois quarts des salariés de plus de trente ans bénéficient d'un salaire mensuel supérieur à 6 300 francs. Les salaires moyens des jeunes sont inférieurs de 30 % à ceux des 30-49 ans et la différence atteint 40 % pour les diplômés du supérieur, contre 27 % pour les non-diplômés. Cet écart entre jeunes et adultes est de 35 % pour les hommes et de 23 % pour les femmes. Ainsi, les différences de salaires entre hommes et femmes sont moindres pour les jeunes : en moyenne 13 % de moins pour les femmes de moins de 30 ans, contre 27 % de moins pour celles de 30 à 49 ans ».

L'activité des 15-29 ans : Stabilisation depuis 1995, Dares, février 2000.

“ Au total, dans la sous-population des jeunes ayant au moins six ans d'ancienneté sur le marché du travail, les ‘parcours marqués par l'emploi stable’ ne concernent qu'une petite moitié de personnes, de 40 % à 50 % selon les années étudiées. ”

N. Moncel et J. Rose *Spécificités et déterminants de l'emploi des jeunes de 18 à 25 ans et de 26 à 29 ans : Vers la fin de la transition professionnelle?* in Les trajectoires des jeunes : Transitions professionnelles et familiales. Economie et statistique, p.64. INSEE n°283-284, 1995.

Du point de vue du capital, l'école remplit correctement sa fonction de préparation au marché du travail, aux "nouveaux" statuts professionnels et aux "nouvelles" formes de travail des légions de jeunes prolétaires. Elle façonne encore tant bien que mal, elle met aux normes de la production capitaliste, ce matériau brut qui est la jeunesse. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que la grande masse de la jeunesse prolétarienne perçoive l'école et l'enseignement qu'on y dispense comme une simple action de dressage. À ce propos, pour illustrer cela, il suffit de rappeler la condition des milliers de jeunes prolétaires parqués dans les zones "à risque" dites d'éducation prioritaires (ZEP pour la Belgique et la France) et autres centres de formation. En fait, ces hauts lieux de la culture ne sont pour la plupart que l'amont ou l'aval de la prison. Faisant face au surpeuplement de ces dernières, la bourgeoisie mandate une pléthore d'institutions "pédagogiques" pour "occuper" cette fraction de la jeunesse au moindre risque pour la propriété privée et la société du capital. Ces jeunes sans réserves sont pour les classes dominantes des criminels en puissance : il faut les parquer à moindre coût afin

de maintenir la paix sociale tout en les désignant par avance comme coupables d'une grande partie des méfaits d'aujourd'hui. Ce sont en tout et pour tout des centres de rééducation par le travail en miniature, petites copies de leurs frères aînés de tradition stalinienne et fasciste.

Population active des jeunes entre 16 et 25 ans *En milliers*

Année	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1991	1992	1993	1994	1995	31-déc-
<i>Apprentis</i>	225	218	213	213	218	229	234	222	213	210	224	292	352
<i>Stagiaires</i>	151	154	129	144	113	154	124	136	110	130	131	170	192
<i>Autres emplois aidés</i>	82	83	139	321	585	487	407	363	398	450	380	427	454
<i>Chômeurs</i>	843	1023	1069	981	961	846	747	656	693	780	847	840	798
<i>Inactifs</i>	585	575	563	502	483	463	436	458	433	400	421	354	368
<i>Emplois non aidés</i>	3547	3323	3163	3079	2742	2696	2722	2721	2592	2400	2199	1619	1317
<i>Pop. active totale (16-25 ans)</i>	5433	5376	5276	5240	5102	4875	4670	4556	4439	4370	4202	3702	3481

Note : pour 1995 et 1998, les chiffres se réfèrent à la classe d'âge 17-26 ans

Situation des jeunes (16-25 ans) *En % du total*

Année	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1991	1992	1993	1994	1995	31-déc-
<i>Scolarisés</i>	32.1%	33.0%	34.2%	35.1%	36.6%	38.8%	41.2%	44.3%	45.1%	45.8%	45.7%	49.1%	50.0%

<i>Apprentis</i>	2.8%	2.7%	2.7%	2.6%	2.7%	2.9%	3.0%	2.7%	2.6%	2.6%	2.7%	3.7%	4.6%
<i>Stagiaires</i>	1.9%	1.9%	1.6%	1.8%	1.4%	1.9%	1.6%	1.7%	1.4%	1.6%	1.6%	2.1%	2.5%
<i>Autres emplois aidés</i>	1.0%	1.0%	1.7%	4.0%	7.3%	6.1%	5.1%	4.4%	4.9%	5.6%	4.6%	5.4%	5.9%
<i>Chômeurs</i>	10.5%	12.8%	13.3%	12.2%	11.9%	10.6%	9.4%	8.0%	8.6%	9.7%	10.2%	10.5%	10.4%
<i>Inactifs</i>	7.3%	7.2%	7.0%	6.2%	6.0%	5.8%	5.5%	5.6%	5.4%	5.0%	5.1%	4.4%	4.8%
<i>Emplois non aidés</i>	44.3%	41.4%	39.5%	38.2%	34.1%	33.9%	34.3%	33.2%	32.0%	29.8%	26.6%	20.3%	17.1%

Note : pour 1995 et 1998, les chiffres se réfèrent à la classe d'âge 17-26 ans

Niveau d'instruction et chômage Proportion des chômeurs au sens PSERE* selon le diplôme															
Année	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	janvier-
Diplôme supérieur	2.7%	2.3%	1.9%	2.2%	2.4%	2.3%	2.6%	2.1%	2.7%	3.2%	3.7%	4.5%	5.1%	6.1%	6.3%
Bac + 2 ans	2.1%	2.3%	2.3%	2.4%	2.3%	2.6%	2.8%	2.6%	2.9%	3.5%	4.2%	5.9%	6.3%	6.7%	7.2%
Bac, brevet professionnel ou autre diplôme de ce niveau	7.1%	7.2%	7.2%	6.9%	6.4%	7.1%	6.8%	7.4%	6.8%	7.8%	7.8%	9.3%	10.7%	10.5%	12.5%
CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau	22.8%	23.3%	24.8%	25.8%	25.9%	25.8%	26.0%	25.1%	25.7%	26.3%	27.3%	27.5%	27.6%	26.8%	26.6%
BEPC seul	7.8%	8.1%	8.4%	7.4%	7.6%	7.6%	8.4%	7.7%	7.7%	7.4%	7.7%	7.7%	7.9%	8.2%	8.2%
Aucun diplôme**	57.5%	56.8%	55.4%	55.3%	55.4%	54.5%	54.9%	55.0%	54.2%	51.7%	49.3%	45.1%	42.4%	41.7%	39.2%
TOTAL	1623344	1679794	2087242	2262732	2241734	2366599	2226384	2089607	2254206	2228213	2495764	2781234	3114675	2934525	3059717

* Personnes sans emploi et à la recherche d'un emploi. ** Y compris les personnes qui effectuent encore des études initiales.

Proportion de chômeurs sur le total des actifs avec le même niveau d'instruction															
Année	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	janvier-	
<i>Diplôme supérieur</i>	2.7%	2.7%	3.3%	3.5%	3.4%	3.3%	2.5%	3.3%	3.8%	4.5%	5.7%	6.9%	7.4%	6.3%	
<i>Bac + 2 ans</i>	2.8%	3.1%	3.4%	3.1%	3.6%	3.6%	3.1%	3.6%	4.0%	4.9%	7.0%	8.1%	7.6%	7.1%	
<i>Bac, brevet professionnel ou autre diplôme de ce niveau</i>	5.4%	6.4%	6.6%	5.8%	6.6%	5.8%	6.0%	6.3%	6.6%	7.0%	9.3%	11.5%	10.4%	10.7%	
<i>CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau</i>	7.0%	9.0%	9.8%	9.3%	9.5%	8.9%	7.9%	8.3%	8.2%	9.4%	10.4%	11.5%	10.5%	10.6%	
<i>BEPC seul</i>	8.3%	10.3%	9.7%	9.4%	10.2%	10.4%	8.7%	8.6%	8.7%	10.6%	11.3%	12.8%	12.4%	13.1%	
<i>Aucun diplôme**, diplôme non déclaré ou CEP</i>	8.7%	10.7%	11.8%	12.0%	13.0%	12.7%	12.1%	12.8%	12.7%	14.0%	15.0%	16.3%	15.5%	17.9%	

* Personnes sans emploi et à la recherche d'un emploi. ** Y compris les personnes qui effectuent encore des études initiales.

Les quatre tableaux qui précèdent, élaborés par nos soins, ont une grande valeur explicative. Ce qui saute immédiatement aux yeux en regardant les deux premiers, c'est que, alors même que la scolarisation des jeunes entre 15 et 24 ans grimpe à vive allure (32,1 % en 1983, 50 % fin 1998)⁸, la masse et la proportion des jeunes qui galèrent

⁸ Plus généralement, en 50 ans, la durée médiane des études est passée de 7 ans à 14 ans. Actuellement, plus de 9 jeunes sur 10 de 16 à 17 ans, plus de 8 jeunes sur 10 de 18 ans, plus de 4 jeunes sur 10 de 21 ans, 2 jeunes sur 10 de 23 ans sont scolarisés. En 1946, moins de 5 jeunes sur 100 d'un âge compris entre 20 et 23 ans étaient étudiants.

entre tous les "statuts" précaires possibles et le chômage officiel ou déguisé – lesdits inactifs – augmente encore, passant de 23,5 % en 1983 à 28,2 % fin 1998. Pendant ce temps, les emplois non aidés fondent comme neige au soleil : ils étaient 44,3% en 1983 contre 17,1% fin 1998. Fin 1998, 40,7 % des emplois des jeunes entre 17 et 26 ans sont des emplois temporaires et 22,9 % sont des emplois à temps partiel. Passons maintenant à l'analyse des deux autres séries de données chiffrées. Ici, on constate tout d'abord une réduction drastique du nombre et de la proportion d'"actifs" sans formation scolaire secondaire ou

supérieure : leur taux de chômage double sur la période considérée : ces travailleurs sortent peu à peu du marché du travail par effet naturel car la scolarisation post-primaire croît d'une génération à l'autre et parce que leur force de travail est de moins en moins "vendable" car peu ou pas adaptable aux nouveaux procès de production. Deuxièmement on relève que les titulaires de diplômes de type universitaire voient s'aggraver exponentiellement leur position sur le marché du travail : alors que leur poids dans la population "active" a plus que doublé sur la période étudiée, la proportion de chômeurs avec ce niveau d'instruction sur le total des "actifs" est passée de 5,9 % en 1982 à 13,4 % fin 1998. La possession d'un diplôme du supérieur ne met pas le travailleur à l'abri de l'enfer du chômage, loin s'en faut. On peut effectuer le même constat pour les autres catégories d'"instruits" du secondaire : les travailleurs avec un niveau Bac ou assimilé ont vu leur proportion dans la population active grimper de 9,4 % en 1982 à 13,4 % fin 1998, la part de chômeurs en revanche est passée de 5,3 % en 1982 à 10,7 % fin 1998. Les "actifs" avec le niveau BEPC, CAP, BEP ou autre diplôme similaire étaient 30,9 % du total en 1982, ils étaient 36,2 % fin 1998 ; conjointement, la proportion de chômeurs à niveau d'instruction égal monte de 14,5 % en 1982 à 34,8 % fin 1998. Plus généralement, la géographie du chômage officiel est en train de changer en profondeur : les scolarisés du secondaire et du supérieur en forment désormais les bataillons largement majoritaires (60,8 % fin 1995), ils étaient 42,5 % en 1982. À la lumière de ces chiffres, il n'est plus consenti d'avoir des illusions sur la "valeur" intrinsèque du Dieu diplôme. Une conclusion flagrante s'impose : l'école, pour une part grandissante de la jeunesse prolétarienne, est à la fois une structure préparatoire au chômage et un lieu où une partie non négligeable de la main-d'œuvre surnuméraire est stockée à l'abri des statistiques du chômage.

"Les données confirment que l'enseignement est un instrument, parmi d'autres, pour contenir le chômage croissant, mais son effet se fait sentir plus sur le long terme que sur le court terme."

Birgitte Bovin *Formation, emploi et chômage* Formation et emploi OCDE, 1995.

Si on additionne les chômeurs officiels aux "sans activité professionnelle", d'après l'étude de la DEP de février 1996 citée plus haut, cinq ans après la fin des études, on a, en 1995, 17 % des titulaires d'un Bac professionnel encore sans travail, 21 % des titulaires d'un Bac technologique, 25 % d'un Bac général, 17 % des détenteurs d'un DEUG, 14 % de ceux qui ont en poche un BTS ou un DUT tertiaire, 13 % des licenciés, niveau maîtrise ou doctorat et même 11 % des diplômés d'ingénieur, de commerce ou d'administration.

"La situation d'une grande masse d'étudiants n'est pas différente de celle des jeunes prolétaires : Ils ne 'travaillent' pas encore et ne travailleront peut-être jamais, car nombreux sont ceux qui resteront sur la touche en ayant en poche un diplôme parfaitement inutilisable dans cette société imbécillisée par le technicisme, le rendement et les sacro-saints coûts de production. Ils sont voués au chômage, non pas à la suite d'une crise ou d'une 'reconversion' mais par destination."

Le Fil du temps *La crise économique et sociale en Mai-Juin* Octobre 1968.

Nous avons élaboré le tableau que voici en puisant les données chiffrées auprès de la DARES (organe statistique du ministère du Travail) et à l'OFCE (centre privé de prévision et d'études économiques) :

TAUX DE CHOMAGE DES JEUNES (15-24 ans) au sens du B.I.T. et C.V.S.												
<i>Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la tranche d'âge.</i>												
Année	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
% chômage total	3.8	4.8	4.9	5.2	5.9	6.4	7	8.3	8.5	9.3	10.6	10.6
% chômage jeunes	8.5	10.6	10.9	11.4	13.2	14.8	16.5	19.3	19.6	22.2	25.3	22.9
Année	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	janvier-99	
% chômage total	10.9	10.6	10.4	9.6	9.2	9.1	10.1	11.1	12.4	11.6	11.8	
% chômage jeunes	22.5	21.6	20.9	20.5	19.1	19.4	20.8	24.6	27.5	25.9	26.6	

Source : Enquêtes sur l'emploi de l'INSEE.

“ *Jusque dans les années 70, la question de la transition entre l'école et la vie professionnelle ne se posait pas dans la plupart des pays.* ”

Michel-Henri Gensbittel et Christine Mainguet
La transition entre l'école et l'emploi, Formation et emploi OCDE, 1995.

En suivant pas à pas le cours des cycles industriels, on peut constater que, comme le montre clairement le tableau sur une période de vingt ans, le niveau du taux de chômage des jeunes est globalement le double du taux global. Ensuite, après les années fastes qui ont précédé la crise de 1974-1975, cet écart tend à s'accroître davantage au moment des graves crises cycliques de la valorisation : 1974-1975, 1981, 1991-1992.

Les enseignants oscillent sans arrêt entre l'adhésion active aux mythes culturels et éducatifs des classes dominantes et l'identification avec la réalité générale du travail salarié

Marx définissait jadis les instituteurs comme les “ *prolétaires de la classe cultivée* ” (**Karl Marx**, *Les luttes de classe en France* in Œuvres : Politique I, p. 319. La Pléiade, Gallimard), subissant, dans l'exercice de leur métier, un contrôle et un embrigadement grandissants de la part des “ *autorités compétentes* ” préposées par les classes dominantes au bon fonctionnement de l'école. Leur “ *liberté d'enseignement* ” se rétrécit à mesure du progrès de la subordination inéluctable de l'école – publique ou privée peu importe –, de la culture et plus globalement du savoir social aux exigences productives du capital.

“ *Les maîtres sont placés dans une situation qui ressemble à la subordination et à la discipline militaires sous les recteurs, maires et curés, et la liberté d'enseignement consiste d'après la loi [du 15 mars 1850] déjà mentionnée en ceci : nul n'a le droit d'enseigner sans la permission des autorités civiles et ecclésiastiques.* ”

Karl Marx *La Constitution de la République française, adoptée le 4 novembre 1848* in Œuvres : Politique I, pp. 420-421. La Pléiade, Gallimard.

Cette position des enseignants rend cette profession de plus en plus inconfortable pour ceux

qui l'exercent. Une enquête de la DEP, intitulée *Enseigner dans les collèges et dans les lycées : les enseignants dans leurs classes et leurs établissements* in Les Dossiers d'éducation et formation, n° 61, de février 1996, met en évidence ce qu'elle appelle les “ *incertitudes identitaires des enseignants* ”. Serrés entre leur volonté velléitaire de rendre service aux jeunes scolarisés, surtout ceux qui sont “ *en difficulté* ”, et leur fonction objective de plus en plus marquée d'amortisseurs sociaux au service de l'Etat qui les commande, ils ne trouvent plus dans la réalité de l'école actuelle le fondement du mythe égalitaire de l'école moderne. Accrochés à leur discipline, comme le capitaliste peut s'accrocher à son capital qu'il ne parvient plus à faire fructifier, ils désespèrent de “ *servir la société* ” à la hauteur de leurs ambitions en début de carrière. D'après un compte-rendu de cette enquête paru dans *Le Monde* du 06.03.96 :

“ *Les enseignants restent partagés sur la capacité de l'Education nationale à s'adapter aux exigences nouvelles et à réduire les inégalités... Ils 'sont plus enclins à imputer à l'Education nationale la responsabilité de leurs épreuves professionnelles et de leur malaise statutaire'... Il reste une forte proportion d'enseignants – environ 40 % – qui expriment 'leur doute sur l'efficacité du système'.* ”

La plupart des enseignants se bornent à la défense de leur aliénation spécifique, qui se nomme dans ce milieu “ *la qualité de l'enseignement* ”, tout en s'étonnant du manque de reconnaissance que leur travail rendu suscite auprès des élèves, des familles et de la société dans son ensemble. De plus, davantage concurrencé par les modes automatiques d'apprentissage des connaissances (cf. l'énorme diffusion de la micro-informatique, des supports “ *multimédias* ”, etc. dans les établissements scolaires), l'enseignant n'est plus là pour former des futurs salariés heureux et fiers de leur savoir “ *utile* ” acquis sur les bancs de l'école, et se trouve acculé à jouer le garde-chiourme qui essaye d'inculquer par tous les moyens disponibles le respect de la “ *morale* ” et du “ *civisme* ”. L'école capitaliste n'est pas une sphère autonome *super pares*, mais l'un des appareils essentiels de l'Etat capitaliste. L'interminable succession de réformes de l'enseignement vise à la fois à

contenir son coût pour l'Etat (résorption du déficit budgétaire oblige), tout en préservant l'essentiel : modeler la jeunesse en préfigurant la segmentation du marché du travail : chômeurs⁹, ouvriers de ligne, classe ouvrière supérieure, travailleurs intellectuels de plus en plus mécanisés (semi-prolétariat et couches moyennes salariées), élites culturelles et économiques, etc. La contradiction, entre l'idéologie de l'enseignement et de la culture qu'il porte en lui et la position de travailleur salarié générique de l'enseignant, est insoluble dans les conditions du capitalisme développé. Cela tient pour beaucoup à son procès concret de travail, où, à l'instar du comédien, son acte productif ne peut pas être, pour l'instant, dissocié de lui. L'enseignant enseigne comme bon lui semble, il pense jouir d'une liberté totale car son travail concret, riche et complexe, ne lui apparaît jamais dans sa détermination de travail social abstrait. Il est vrai que son travail concret a été, jusqu'ici, nettement moins investi par les machines que celui de tant d'autres travailleurs intellectuels (cf. les journalistes). Ainsi, le rapport salarial lui apparaît comme extérieur, étranger même, au contenu de son travail, qui, lui, est resté sur le fond inchangé pendant des millénaires et le demeurerait ainsi pour les siècles à venir. Le rapport salarial serait une sorte d'accident parfaitement tolérable auquel l'enseignant se doit de s'accommoder ; une sorte de tribut à la modernité qui n'entamerait aucunement sa foi sacrée en la culture et en la mission de transmission de celle-ci qui lui revient de droit depuis la nuit des temps.

« h) *Manifestations du capitalisme dans le domaine de la production non matérielle*

2. *La production n'est pas séparable de l'acte de production ; même chose pour tous les artistes exécutants, orateurs, acteurs, enseignants, médecins, prêtres, etc. Là aussi, il n'y a mode de production capitaliste que dans une mesure réduite et il ne peut avoir lieu, par la nature de cette activité, que dans quelques sphères. Par exemple, dans des établissements d'enseignement, les enseignants peuvent être de simples travailleurs salariés pour l'entrepreneur de cet établissement d'enseignement : de telles usines d'enseignement existent en grand nombre en Angleterre. Bien qu'ils ne soient pas des*

travailleurs productifs vis-à-vis des élèves, ils le sont vis-à-vis de leur entrepreneur. Lui, échange son capital contre leur puissance de travail et s'enrichit grâce à ce procès. »

Karl Marx *Théories sur la plus-value I*, p. 480. Ed. Sociales.

Pourtant aujourd'hui, même le contenu de son travail change par petites touches : de la diffusion des stratégies semi-automatiques d'imprégnation de l'élève, à la parcellisation et la standardisation du savoir enseigné, au développement des "supports-machine" à forte technicité qui agissent plus sur les sens et les réflexes des élèves que sur leur capacité de compréhension rationnelle, à l'essor des nouveaux langages "pavloviens" de la technique, le métier d'enseignant change en profondeur. Il paraîtrait que, les derniers à s'en apercevoir, ce seraient les enseignants eux-mêmes. Souvent, l'enseignant s'élève indigné contre les lois de l'économie qu'il ne comprend pas, au nom du "savoir", de la "jeunesse"... et de son entreprise, l'école. Son combat d'arrière-garde est réactionnaire parce qu'il vise, en réalité, au maintien de ses propres prérogatives de travailleur salarié *sui generis*, d'intellectuel qui est salarié à son corps défendant. La gauche du capital se charge de le ramener, tout bon élève qu'il est, dans le sillage de plus en plus étroit de l'enseignement public nécessaire au capital. Alors, l'idiot qui se croit intelligent, rebrousse sagement son chemin en se consolant dans les bras de sa "discipline" adorée. Plus, dans une profession donnée, le contenu idéologique du travail concret est important, plus la défense de cette profession se situe elle-même sur un faux plan idéologique. C'est ce qui explique peut-être sa difficulté congénitale à prendre parti en tant que "simple" travailleur et même à mener la plus élémentaire lutte de défense économique pour son salaire. L'enseignement, comme d'autres professions improductives à fort contenu idéologique, est parmi les plus perméables aux incantations réformistes et l'enseignant se montre toujours prêt à se "sacrifier" sur l'autel d'une pédagogie qui serait enfin "libératrice"¹⁰. L'image

⁹ Cf. Notre étude sur les causes des émeutes de L.A. in M.C. n°4.

¹⁰ Il est symptomatique de remarquer qu'un des célèbres théoriciens du radicalisme petit-bourgeois, Le Sieur R. Vaneigem a commis un opuscule sur l'enseignement qui sent bon le réformisme utopique et réactionnaire. Il s'agit d'un "Avertissement aux écoliers et lycéens", (éditions Mille et une nuit, 1995), où l'on peut lire les

emblématique de l'instituteur représentant du "capital" culturel républicain, au même échelon que le curé (Don Camillo est passé par là) est aujourd'hui rangée aux oubliettes par les classes dominantes elles-mêmes, qui lui préfèrent celle, plus modeste mais certainement plus pertinente, du "travailleur social", mi-flic, mi-raisin. Heureusement, les phases de marasme économique

banalités de base réformistes les plus plates.

"L'argent du service public ne doit plus être au service de l'argent." (p.70)

Cet ancien situationniste, célébré à une époque dans les cénacles parisiens pour sa critique acérée de la misère étudiante, affirme ainsi que *"l'Education appartient à la création de l'homme, non à la production marchande."* Triste détournement de sens où notre distingué professeur, se sent - impuissance du radicalisme et radicalisme de l'impuissance - obligé de lancer des mots d'ordre aussi "ludiques" que vidés de tout réel contenu révolutionnaire :

"Occupez donc les établissements scolaires au lieu de vous laisser approprier par leur délabrement programmé. Embellissez-les à votre guise, car la beauté incite à la création et à l'amour, au lieu que la laideur attire la haine et l'anéantissement." (p.74)

Il est probable que le Ministère de la Communauté française de Belgique en charge de l'enseignement y verra matière à quelques nouvelles réformes remplaçant profs et élèves par des peintres en herbe ou, comme on fait dans les "cités à risque", il est de bon ton de laisser faire aux élèves quelques Tags et autres enluminures afin de colorier leur triste réalité de futurs chômeurs. A ce "nouveau" pédagogue libéral qui veut *"démilitariser l'enseignement"* nous opposerons le "vieux" Marx :

"Le petit-bourgeois allemand (que dire alors du belge NDLR), qui n'a pas participé activement au mouvement de la bourgeoisie que sur le plan des idées, et du reste n'a fait qu'offrir sa propre peau au plus offrant, ne conçoit sa propre cause que comme "la bonne cause", "la cause de la liberté", "de la vérité", "de l'humanité" etc."

Karl Marx *L'idéologie allemande*

Ou encore, pour citer le *Manifeste du Parti Communiste* de **Marx** et **Engels** que le Sieur Vaneigem a prétendu interpréter:

"Les socialistes bourgeois veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en dérivent fondamentalement. Ils veulent la société actuelle mais avec élimination des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat (...). Dans cette catégorie se rangent les économistes, les philanthropes, les humanitaires, les améliorateurs du sort de la classe ouvrière, les organisateurs de la bienfaisance, les protecteurs des animaux, les fondateurs des sociétés de tempérance, les réformateurs en chambre de tout acabit. Et l'on est allé jusqu'à élaborer ce socialisme bourgeois en système complets."

et de crise se chargent de ramener l'enseignant sur terre ; pendant ces moments de la vie du capital, il peut toucher de ses mains la vacuité de ses illusions et la dure matérialité de sa situation de travailleur intellectuel salarié, exécutif et improductif du point de vue du capital. Dans ces instants déprimés du cycle de valorisation du capital, ce sont d'abord les couches moyennes salariées et semi-prolétarisées qui ne sont pas directement productives, qui en font les plus grands frais. Ces couches sont alors violemment projetées en première ligne du conflit permanent entre les classes, coincées entre leurs rêves déçus d'"ailleurs" (et leurs désirs triviaux de consommation) par rapport à l'existence effroyablement rèche du salariat et l'avenir d'une paupérisation assurée pour la plus grande partie d'entre eux. Au cours de tels moments magiques où la valorisation du capital social se casse, ces strates intermédiaires de la société produisent des révoltes sans issue, soumises à tous les mythes réformistes, qui, au mieux, s'attaquent à certains effets secondaires de la dévalorisation générale du capital les frappe en particulier. Mais parfois, l'enseignant, qui endure comme tout autre travailleur salarié exécutif la dépréciation progressive du service qu'il rend au capital, qui parvient à se libérer de ses propres chaînes culturelles, qui assiste impuissant à l'aggravation de ses conditions de vie et de travail (transports, logement, bouffe, etc.), trouve la voie de la sagesse, la voie de la lutte en tant que salarié exécutif et rien de plus. Alors, et seulement à ce prix, la défense de ses intérêts matériels peut trouver un écho favorable auprès du prolétariat et de ses organisations classistes. Malheureusement, cet état des choses est moins fréquent que son contraire et il est perpétuellement contrasté par la donnée objective persistante de l'"exception" du travail d'enseignement.

Population scolarisée et mouvements étudiants passés au crible du point de vue ouvrier

La catégorie des élèves, n'est pas une catégorie sociale en soi, car elle n'est pas définie de façon déterminée et homogène en fonction de la production sociale de marchandises. La population scolarisée existe seulement en relation à l'école, qui, comme nous l'avons démontré, remplit des fonctions sociales passablement diversifiées pour constituer un élément commun d'identité sociale

forte. L'unité de lieu et de temps qui caractérise la population scolarisée, son positionnement particulier vis-à-vis de l'idéologie dominante et de son institut par excellence, ne sont donc pas des facteurs suffisants à la considérer comme un tout cohérent. Dans ce corps particulier de la société on trouve, au contraire, une ébauche de l'ensemble des classes sociales. Entre le jeune prolétaire et le fils à papa qui occupent les bancs de l'école, existent déjà les contours de l'abîme qui les séparera et les opposera dans la vie adulte. L'institution éducative elle-même reflète, dans sa diversification, ce processus de différenciation sociale qui s'amplifie et s'achève en son sein. L'école du capital est le chaudron de la reproduction des classes de la société. Mais, dans la mesure où, ici, la jeunesse n'entretient aucun rapport direct avec la production sociale, dans la mesure où la population scolaire n'est pas encore nettement définissable en relation au marché du travail, les conflits qui la traversent se situent en général en deçà de la lutte des classes. L'éventuelle compréhension par les étudiants de la nature classiste et patronale de l'enseignement, se fait en dehors du rapport de production et souvent elle se montre partielle, confuse et caricaturale. La preuve en est que la population scolaire, dans son ensemble, a produit dans le temps des expressions politiques et des combats très discordants. Tout y passe : de la défense de l'Algérie française, au soutien au FLN, de la revendication du *numerus clausus* dans certaines facultés dites de droite, à la lutte pour l'école républicaine, laïque et obligatoire dans celles de "gauche", des mouvements pour la régularisation des étudiants étrangers, aux agitations pour des meilleures conditions d'étude, à la lutte pour l'obtention d'un "statut" de l'étudiant, etc. Il y a boire et à manger ; les communistes ne peuvent en aucune manière faire l'amalgame de tout cela dans leur ligne de conduite à l'égard de ces mouvements. "La" condition étudiante n'existe pas, pas plus que "les" revendications du même nom. La première correspond à l'entreprise bourgeoise de mystification des rapports de classes et à l'occultation de leur existence au sein de la jeunesse, les secondes, en sont la traduction politique et pratique. La détermination de la lutte étudiante est le plus fréquemment de nature idéologique et interclassiste. Idéologique, parce que le rapport à l'idéologie inculquée dans l'école

est commun à toute la population scolaire ; interclassiste, parce que l'autodéfense de la jeunesse scolarisée comme telle fait peu de cas de la division en classes qui la traverse en amont de son accès dans le système de l'enseignement et qui, en son sein et par son truchement, s'approfondit et devient irréversible. Dans l'école, le prolétariat est présent de manière inversement proportionnelle à son niveau d'études. Cependant, il serait stupide de ne pas voir, aux échelons les plus bas de l'"Education nationale", la présence de bataillons imposants de jeunes prolétaires. Aussi, aujourd'hui, les jeunes issus de familles de travailleurs salariés intellectuels de rang inférieur, en voie de prolétarianisation ou de semi-prolétarianisation, vivent dans les mêmes conditions que les fils et les filles d'ouvriers. Ce qui fait que, dans la grande masse de la population scolarisée, on retrouve, davantage dans certaines filières que dans d'autres et plutôt aux niveaux d'enseignement les plus bas, une composante forte de jeunes potentiellement prêts à entendre la voix et à emprunter la voie, dans leurs luttes, de la classe exploitée. De plus, les sombres perspectives du marché du travail, la perception diffuse de la dépréciation et de la simplification généralisée du travail intellectuel mécanisé, l'appauvrissement croissant des familles "modestes", imposent aux jeunes scolarisés qui en sont issus de vivre avec moins d'argent et de confort, de se débrouiller pour gagner au moins une partie de leur revenu. Dans un rapport rendu public le 14 février 2000, Jean-François Dauriac, directeur du Crous de Créteil (Val-de-Marne), estime « à 100 000 le nombre potentiel d'étudiants vivant en dessous du seuil de pauvreté », soit près de 7 % de la population universitaire totale.

D'après une enquête sur *Le financement de la vie étudiante* réalisée par l'Observatoire de la vie étudiante (OVE) exploitant des données collectées en 1994, parue début 1998, jusqu'à 20 ans près d'un étudiant sur quatre exerce une activité rémunérée plutôt occasionnelle. A 23 ans, c'est près d'un étudiant sur deux qui travaille, dont le cinquième d'entre eux au moins à mi-temps. A 25 ans, 42,2 % du total des étudiants travaillent régulièrement au moins six mois dans l'année. Une forte progression du travail intérimaire des étudiants se fait sentir depuis le début de la décennie. En 1990, selon une enquête Ifop, 9 % des intérimaires étaient étudiants, soit 19 350

personnes qui correspondaient à 1,1 % du total des élèves de l'enseignement supérieur. En 1995, 21 % des intérimaires sont étudiants, soit 60 000 personnes qui représentent 2,7 % du total des étudiants. Toujours selon l'étude de l'OVE, en 1994, le travail assurait 21,3 % du « financement de la vie étudiante » pour les étudiants de moins de 20 ans. En revanche, l'exercice d'une activité rémunérée fournissait près de la moitié des revenus des étudiants de 23 ans et plus de 65 % des ressources de ceux ayant un âge supérieur à 24 ans.

“ Parmi les jeunes 41 % sont étudiants à 20 ans, 18 % à 22 et seulement 3 % à 25 ans. Les étudiants connaissent une situation particulière car, si leurs difficultés matérielles sont liées à la condition étudiante, elles sont souvent de courte durée. Toutefois, dans certains cas, elles peuvent les contraindre à interrompre leurs études. 30 % des étudiants âgés de 20 à 25 ans appartiennent à un ménage pauvre. ”

C.Chambaz et N.Herpin *Débuts difficiles chez les jeunes : le poids du passé familial* in Economie et statistique, p.112, idem.

Cette couche de jeunes “ étudiants-travailleurs ” est très importante parce qu'elle agit en trait d'union, au sein de la jeunesse prolétarienne, entre la classe exploitée et le “ monde ” prétendument sans classes de l'école ; elle y introduit des revendications et des mouvements de lutte classistes sur les conditions de vie, de travail, et d'étude de cette partie précise de la population scolarisée. Au risque de se répéter, tous les étudiants ne sont pas égaux devant les études ; c'est cette différenciation qui prélude notamment à la future différenciation en classes et qui, pour la jeunesse prolétarienne, est génératrice de revendications économiques telle la possibilité effective pour les étudiants-travailleurs, d'étudier sans perdre l'emploi, et qui se traduit par l'exigence de ne pas être obligatoirement présent aux travaux dirigés et aux séminaires, la demande de l'adaptation des horaires des cours (horaires décalés), l'ouverture de cours du soir pour les travailleurs, etc., mais aussi des revendications plus générales tel le libre accès des resto-U, les transports gratuits, les livres gratuits... Par conséquent, quand les communistes se rapportent aux luttes de la jeunesse scolarisée, il leur faut se garder tout autant de l'interclassisme explicite que

de l'indifférentisme anti -“ étudiant ” qui, à son tour, bien que de façon implicite et inavouée, nie toute différence de classe en son sein. Il s'agit au contraire, de renforcer toutes les luttes au sein de l'école et toutes les revendications qui ont pour effet – même si elles demeurent à un stade embryonnaire et sont exprimées confusément – d'améliorer les conditions de vie et de travail de la jeunesse prolétarienne scolarisée. D'autre part, il est à souligner inlassablement que “ le ” mouvement étudiant, en soi et pour soi, est invariablement dominé par la bourgeoisie et ses idéologies interclassistes et corporatistes. Quand il existe comme mouvement de tous les étudiants, il faut œuvrer pour son éclatement et pour la séparation la plus nette possible de la lutte de la jeunesse prolétarienne de celle des autres secteurs de la population scolarisée. En revanche, il faut travailler au raccordement des mouvements classistes dans l'école au mouvement défensif général de la classe exploitée. Puis, aux jeunes issus des classes dominantes ou des couches moyennes salariées de rang élevé qui veulent rejoindre le combat politique révolutionnaire de la classe ouvrière, il convient de leur rappeler que :

“ Il faudrait tout de même que messieurs les étudiants se rendent compte que la “ culture ” dont ils font si grand cas, est bien médiocre par rapport à ce que les ouvriers possèdent déjà instinctivement, “ de manière immédiate ” au sens de Hegel et qu'ils ont, eux, à s'approprier encore avec mille peines ”.

Engels à Conrad Schmidt, 1852, cité par Dangeville, p. 30, Idem.

Pour ceux qui aspirent réellement au changement de la société, il n'y a pas d'alternative au combat direct de la classe ouvrière, classe qui seule produit l'ensemble de la plus-value sociale et qui, seule, est à même de lutter efficacement contre le mode de production capitaliste et tous ses appareils superstructurels : l'éducation, l'enseignement, l'école. Ce n'est pas le fait de détenir un plus grand bagage “ culturel ” ou d'avoir une plus grande “ conscience ” livresque qui rapproche l'être humain de son émancipation. Les étudiants qui s'approchent de la classe ouvrière ne peuvent pas ignorer cette réalité, et encore moins penser jouer, à l'égard du prolétariat, un rôle d'intellectuel collectif “ au service ” de sa cause.

“ Plus une classe est au bas de la société et est ‘inculte’ au sens courant du terme, plus elle est proche du progrès et a d’avenir ”.

Friedrich Engels *Lettres de Londres* cité par Dangeville, p. 152, idem.

À l’exception du mouvement de la jeunesse prolétarienne contre le C.I.P., l’impuissance manifeste et la stérilité des derniers “ mouvements étudiants ” en France et en Belgique, ne fait que démontrer, par défaut, que seul le combat indépendant de la classe ouvrière, luttant pour ses intérêts, est à même de résister un tant soit peu aux empiètements quotidiens du MPC et, par là, de prendre, dans un futur que nous ne saurions pas indiquer maintenant, le chemin de la révolution communiste.

“ Mais pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d’arbres de liberté, par des phrases sonores d’avocat, il y aura de l’eau bénite d’abord, des insultes ensuite, enfin, de la mitraille, de la misère toujours ! ”

Auguste Blanqui Prison de Belle-Isle-en-Mer, 1851.

Considérations éparses à propos de quelques mouvements étudiants

En France, de la loi Devaquet à la rentrée universitaire Bayrou, en passant par le célèbre C.I.P. de Balladur (1986, 1994, 1995) comme dans les mouvements en Belgique de 1994 et 1995 contre Lebrun et Onkelinx, l’agitation dans les écoles et dans les universités refait régulièrement surface, mais elle ne parvient pas à se stabiliser ou, encore moins, à rencontrer sur un terrain de classe les éventuels mouvements simultanés du prolétariat “ adulte ”. Par exemple, le mouvement étudiant en France de septembre-octobre 1995 a disparu exactement dès qu’un réel mouvement prolétarien d’ampleur est apparu, un peu comme si la “ caricature ” allait faire place à la puissante réalité du combat entre les classes. Complètement dépassés par les grèves des trains, les étudiants sont retournés à leur train-train. À l’école, ces dernières années, ce qu’il y a eu de plus intéressant, du notre point de vue, a certainement été le mouvement contre le C.I.P. car il s’est clairement défini par rapport aux conditions de vie actuelle de la jeunesse prolétarienne et à sa

position future sur le marché du travail salarié. Par ce biais, les jeunes prolétaires scolarisés se sont battus pour la défense du salaire ouvrier. Notamment, les jeunes petits-bourgeois – tout comme les jeunes prolétaires – sont exclus par avance du travail salarié et des sources de revenu assistées par l’Etat. L’école ne remplit plus comme avant la fonction de sélectionner et de préformer les nouvelles générations à l’entrée aux différents étages de la pyramide des classes ; elle ne renvoie plus “ correctement ” aux classes moyennes l’ascenseur de la promotion sociale, de même qu’elle ne prépare plus le jeune prolétaire à occuper une place définie dans la production sociale. En revanche, l’école apparaît davantage aux jeunes comme une voie de stockage à durée variable pour une force de travail qui n’a plus sa raison d’être. Sa fonction d’embrigadement idéologique, son régime de caserne sont de plus en plus remis en cause par une jeunesse insoumise qui malheureusement manque terriblement de direction ouvrière. L’explosion contre l’introduction du C.I.P. est là pour le prouver. Les jeunes prolétaires et les jeunes petits-bourgeois paupérisés ont pratiquement mis à mal l’équation : niveau scolaire de formation – niveau de qualification professionnelle – montant du salaire à l’embauche. Le paramètre présumé fondateur (le diplôme) n’en n’est pas un, et la crise a bel et bien mis en évidence que ce sont les aléas du marché du travail (balance de l’offre et de la demande de force productive sociale) qui déterminent les variations conjoncturelles du salaire. La jeunesse prolétarienne et petite-bourgeoise paupérisée scolarisée de France, tel un volcan en éruption soudaine, a produit le premier grand mouvement des sans-travail pour le salaire. La détermination et le courage exprimés dans les grèves et les manifestations sont allés de pair avec une grande confusion politique, savamment alimentée par les nombreux agents de “ gauche ” et d’“ extrême-gauche ” du capital présents dans la lutte. Une partie non négligeable des jeunes chômeurs et des jeunes travailleurs non scolarisés est, à cette occasion, venue de ses ghettos pour porter en ville l’estocade finale et obtenir *in fine* le retrait du C.I.P. Malheureusement, la fraction prolétarienne, qui pourtant était sociologiquement majoritaire, n’a pas pu s’émanciper de l’appareil d’encadrement et de la direction “ étudiante ” bourgeoise de gauche, ni n’a su s’opposer dans le

feu de l'action à l'idéologie dominante traditionnelle du "mouvement étudiant". À défaut d'une rupture réelle au sein de ce mouvement entre la majorité prolétarienne et la direction bourgeoise, et en l'absence de toute liaison directe avec des secteurs de la classe ouvrière "adulte", la jeunesse prolétarienne s'est retrouvée prise au piège lorsqu'il a été question de donner une suite au mouvement, après le retrait du C.I.P. Le manque de perspectives d'action de classe a par la suite provoqué, dans certains secteurs "enragés" de ces jeunes, des réactions désespérées. L'"aventure" à laquelle se sont livrés Florence et Audry trouve ici son plein sens d'acte nihiliste et sans espoir et souligne, à sa façon et *a posteriori*, l'absence d'une telle perspective. Aucune des forces politiques qui sont intervenues à cette occasion ne s'est privée d'accroître l'incapacité de ce mouvement à se donner des objectifs clairs "allant outre le miroir aux alouettes du retrait du C.I.P." et à dépasser le piège manifestation/répression/manifestation contre la répression, par la recherche appliquée d'un élargissement de l'affrontement visant à impliquer directement dans le combat des secteurs de la classe ouvrière¹¹.

¹¹ Certains groupes et syndicats de la "gauche" officielle se sont employés à maintenir la lutte dans un cadre de "protestation lycéenne et estudiantine civilisée", oeuvrant activement à l'isolement et à la dénonciation des éléments perturbateurs; tandis que les "ultra-gauchistes" habituels lançaient des mots d'ordre "insurrectionnels" aux quelques centaines de jeunes enragés qui s'affrontaient systématiquement aux bandes armées du capital mais qui faisaient preuve d'une parfaite impuissance à "nettoyer" politiquement et pratiquement le mouvement des agents staliniens et sociaux-démocrates qui l'infestaient. Se limiter à louer le courage dont auraient fait preuve ces éléments (dont Florence et Audry), en faire des héros des temps modernes, vouloir déceler dans leurs actions collectives et individuelles de nouvelles tendances - forcément plus "radicales" - de la lutte de classe se révèle alors être une énième manœuvre politicarde d'une couche de survivants professionnels de l'"agitation permanente" en mal de "base" à diriger. Les nouvelles formes du racket politique sont désormais à ce prix; tout le monde dans le petit monde à part de la gauche ultra aurait voulu pouvoir "exprimer la solidarité", "parler", "lutter" avec les deux jeunes paumés qu'ils ont croisés sans avoir eu le temps de s'en apercevoir durant l'"action" et (pour la survivante) peut être même en n'ayant pas pu comprendre, exactement *a posteriori*, ce qui leur était réellement arrivé en un court instant, toute la dureté et la force d'impact de l'arsenal antiterroriste de cet Etat.

En Belgique francophone, la revendication principale de la F.E.F. (Fédération des étudiants francophones, principale organisation du syndicalisme étudiant) est le "refinancement de l'enseignement" comme condition de la défense "d'un enseignement de qualité". Cette organisation a été, en '95 déjà, le principal fossoyeur du mouvement, en organisant avec l'Etat les fameuses "Assises de l'enseignement", grande mise en scène de toutes les réformes imaginables... dépourvues d'un quelconque financement. Six mois après, la même F.E.F., toute fière de "ses propositions constructives" qui avaient justement asphyxié la timide "révolte" étudiante, s'est rendu compte que celles-ci étaient irréalisables pratiquement, étant donné leur coût exorbitant. Toutes ces belles réformes ne servaient en fait que d'étouffoir idéologique. Bien évidemment, le réformisme social - la démocratie sociale - a un coût réel. Pour que l'on puisse encore croire dans le réformisme il faut que celui-ci se traduise dans des changements factuels (et ne soit pas une simple mystification idéologique). Or, dans la période actuelle de marasme et de crise, l'Etat peut de moins en moins se payer cette démocratie sociale garante de la paix sociale. Le financement ou le "refinancement" d'un appareil superstructurel d'Etat tel l'enseignement dans une période où le déficit public global grève déjà largement la sphère productive, est de moins en moins prioritaire. Au sens du capital, c'est en priorité dans les dépenses improductives qu'il faut faire le maximum d'économies. Dans un récent entretien accordé au quotidien *Le Monde* (30.04.96), M. Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, donne une définition extrêmement précise de "dépense improductive" publique et fournit des indications très tranchées sur l'obligation de leur maîtrise :

"[Ce sont des dépenses improductives] ... les dépenses publiques annuelles sur lesquelles on peut faire des économies sans porter préjudice à la croissance économique future... Dans un rapport au président de la République, le Conseil pour la Politique Monétaire (CPM) insiste beaucoup sur la nécessité de maîtriser la dépense publique, de ne pas hésiter à réduire les dépenses improductives de l'ensemble du secteur public : Etat, Sécurité sociale, collectivités locales, ainsi que les établissements publics financés par taxes parafiscales. Un franc ainsi dépensé est un franc

perdu pour la croissance, pour l'emploi, pour la lutte contre le chômage.”

Or, dans l'enseignement, hormis les bâtiments et les frais de fonctionnement (chauffage,...) l'essentiel de ces “surcoûts” réside dans la rémunération du facteur travail ; le seul poste où l'Etat peut faire des économies substantielles est celui de la masse salariale, par la réduction directe des salaires, la précarisation des statuts, l'augmentation du ratio dit de productivité profs/élèves, etc. Toutes ces mesures gouvernementales se retrouvent dans chacun des plans, indépendamment du nom qu'ils portent¹² et du vernis “pédagogique” qui en fait l'habillage. C'est pourquoi la seule réponse adéquate se situe elle aussi sur le terrain de la lutte salariale et du refus de l'augmentation de la “productivité” et non sur celui, éthéré et vide de tout sens, de la “pédagogie” et de la défense du métier. La restructuration dans l'enseignement ne fait que suivre, par l'emprunt de certains modèles, celles qui ont touché des secteurs “sinistrés” de la production directe de marchandises (sidérurgie, textile, etc.). Ici aussi, on combine l'augmentation de la productivité du travail (avec son immanquable cortège de licenciements) à une diminution du salaire réel. Le “refinancement” serait une “potion” magique permettant de tout résoudre. Pourtant, la revendication avancée par la F.E.F. de refinancer l'école, en plus de son caractère “flou”, porte en elle les stigmates du maximalisme, de la démagogie et est porteuse d'inévitables déceptions. De plus, concentrer l'attention des salariés sur le “refinancement”, permet d'éviter de parler des salaires et des conditions de travail des enseignants mais aussi des conditions de vie (et pour nombre d'entre eux de travail) et d'étude des étudiants sans ressources. La mise en avant de l'objectif général du “refinancement” ne peut amener qu'à une défaite générale. En agissant de la sorte, la “petite” F.E.F. se situe en parfaite continuité avec la “stratégie” de cassage des mouvements de classe de ses mentors : les grandes confédérations syndicales d'Etat. La F.E.F. dans ce domaine,

comme dans les autres moins “nobles”¹³, ne manifeste pas des comportements différents de ceux des grandes boutiques syndicales de l'Etat. Comme ces dernières, elle s'est trouvée une revendication “stratosphérique” et ultra-radical¹⁴. Et après avoir conduit ses “troupes” salariées aux extrêmes limites d'un combat épuisant, leur fait accepter les quelques miettes qu'elle a “réussi” à grappiller. Puis, la défaite est présentée comme une victoire des prolétaires, alors qu'il s'agit d'une victoire des syndicats et du patronat. Pour terminer sur ce point, l'expérience en Belgique a abondamment démontré que les syndicats étudiants ont la seule fonction de représenter cette “catégorie” auprès et au sein de l'Etat, de participer à la cogestion et, en période d'agitation et de contestation, de canaliser les mécontentements vers une issue compatible avec la donne conjoncturelle et l'affirmation des intérêts généraux des classes dominantes.

Post scriptum : contre la revendication syndicale d'un statut étudiant

Au chapitre des trouvailles de l'ennemi de classe pour accentuer la division entre prolétaires embrigadés dans la cage très peu dorée de l'école et les prolétaires déjà placés sur le marché du travail, il faut inscrire la revendication fourre-tout ... et attrape-nigaud du statut de l'étudiant¹⁵. Cette revendication est désormais avancée par tous les syndicats et associations étudiantes démocratiques en France et ailleurs en Europe. Par et autour de celle-ci, les agents de la bourgeoisie en milieu étudiant prétendent unifier l'ensemble des luttes dans les lycées et les universités. Ils aspirent à leur donner un débouché pas cher payé par les patrons, complètement interne au système capitaliste et absolument étranger à la lutte du prolétariat contre sa condition d'exploitation. C'est

¹³ Que l'on pense, à ce propos, au rôle joué par leur service d'ordre de flics plus répressifs que les “assermentés” dans les manifestations.

¹⁴ Voir les 32 heures sans perte de salaire ou les 6.000...7.000...10.000... FB supplémentaires pas moins pour tout le monde (Cf. l'analyse de la lutte de GEC-Alstom en France in : *Le bulletin ouvrier* n°1 Juin '95).

¹⁵ “*Droit à un enseignement public et gratuit ; contre la sélection, le droit de choisir ses études ; droit à être autonome ; droit à la santé ; droit de vivre mieux ses études ; droit au sport, aux loisirs et à la culture ; droit à être pris en compte ; droit des étudiantes ; droit de vivre en couple, d'être parent ; droit d'un étudiant à accéder à un emploi qualifié.*”

¹² A l'instar de certaines campagnes guerrières qui s'appellent “restaurer l'espoir”, ces différents plans portent des jolis noms fleuris : le plan Di Ruppò c'était “l'école de la réussite” celui d'Onkelinx/Graffé c'est “l'école autrement” !

un objectif corporatiste par excellence, assorti d'une velléité de reconnaissance d'un rôle social de premier ordre pour l'étudiant. Ce statut est présenté recouvert d'un épais vernis populiste (égalité devant les études, lutte contre l'échec scolaire). En réalité, il s'agit d'une mesure qui a pour but de donner un os à ronger à ceux qui, casés à l'école pour longtemps, se posent les vraies questions sur leur avenir et supportent mal leur état. Par l'officialisation d'une catégorie étudiante on vise à amplifier l'antagonisme actif/étudiant, et plus généralement l'antagonisme actif/chômeur. Cela contribue à diviser ultérieurement la classe ouvrière. Idéologiquement, cette revendication justifie la chute dans les bas-fonds de la société de ceux qui ont raté leurs études, elle atteste que seuls ceux qui les ont réussies auraient le droit à un emploi décent. Aussi, l'obtention d'un statut de ce genre sèmerait l'illusion à la fois que les étudiants pourraient devenir un "sujet" social autonome à part entière, sans qu'ils soient productifs pour le capital, et qu'ils pourraient, en vertu de ce fait, jouir sans payer de tout ce qui est produit par la société au travail. Par delà les oripeaux de l'idéologie du statut de l'étudiant, ceux, parmi les étudiants, qui poursuivraient cet objectif, se placeraient tout simplement dans la perspective d'une répartition des richesses qui soit un peu plus en leur faveur. L'entrée en vigueur de ce statut, consacrerait encore davantage la place congrue attribuée par le mode de production capitaliste à l'étudiant qui, au mieux, est celle de consommateur improductif de marchandises essentiellement "culturelles". Cette place sociale demeure très marginale par rapport à la production capitaliste. Et elle constitue la limite objective infranchissable par les mouvements étudiants, même les plus radicaux. Privés de débouchés, les étudiants se sont maintes fois très brutalement affrontés à l'Etat et peuvent encore batailler dur avec celui-ci mais, même lorsqu'ils parviennent à la conscience des raisons véritables de leur extrême fragilité sociale, ils n'ont jamais pu et ne pourront jamais incarner l'intérêt des classes opprimées.